

Discours de SE le Président Pierre NKURUNZIZA à l'occasion de la remise du prix de la paix « Etoile Rayonnant d'Afrique » lui décerné par la Fondation Internationale de l'Unité.

14-09-2010

Mpitabakana Daniel

Excellence Monsieur le Président de la Fondation Internationale de l'Unité, Excellence Monsieur le Doyen du Corps Diplomatiques, Excellences Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs, Distingués invités, Mesdames, Messieurs,

1. Que Dieu soit loué dans toute sa grandeur et que son amour soit notre modèle envers notre prochain.

2. Nous éprouvons une grande joie en ce jour inoubliable pour Nous et pour tout le peuple burundais à l'occasion de la remise du prix de la paix intitulé : « Etoile Rayonnant d'Afrique », Nous décerné par la Fondation Internationale de l'Unité.

3. Nous remercions sincèrement cette Fondation pour ce geste grandiose qui témoigne de votre souci permanent de la paix et sommes très honoré par ce prix qui vient de Nous être décerné après la prestation de serment de Notre second mandat aux rênes de l'Etat burundais.

4. Nous voudrions exprimer nos remerciements à la Fondation Internationale de l'Unité pour avoir organisé cette cérémonie. Ceci témoigne du souci constant de votre organisation, très vigilante pour s'assurer de la place que nos Etats et Gouvernement réservent à la consolidation de la paix. La paix ! Oui, cette paix sans laquelle ça serait nous leurrer de parler ou de penser à un développement économique et social réel et durable. Ceci est une fierté et un souvenir pour notre pays.

5. Aussi, si le décernement d'un tel prix est une fierté et un honneur, c'est aussi un devoir car, il sied de travailler avec la dernière énergie pour garder jalousement cette estime afin d'affirmer régulièrement que le choix a été bien inspiré. Excellences, Distingués invités,

6. A cause de la mauvaise gouvernance politique qui avait gangrené notre pays pendant plusieurs années, aucun Président issu des élections démocratiques n'avait pu passer plus de trois mois aux affaires sans être lâchement assassiné, lui et ses proches collaborateurs. Mais, grâce à la volonté de Dieu, au sursaut patriotique des burundais et des efforts de la Communauté Internationale, nous venons de terminer Notre mandat à la tête du pays sans inquiétude, ce qui vient de marquer positivement l'Histoire du Burundi. C'est donc un signe éloquent de la consolidation de la paix et de la démocratie dans notre pays. Que Dieu soit loué dans toute sa grandeur.

7. L'étape déjà franchie dans la stabilisation de la Nation Burundaise est très significative. C'est une réussite, en effet, pour notre pays d'avoir pu former sans heurt de nouveaux corps de défense et de sécurité composés par d'anciens belligérants. Ceci a fait que le Burundi ait été choisi comme pays modèle dans la consolidation de la paix par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

8. Nous ne doutons aucun instant que la paix dont nous jouissons maintenant a été obtenue, grâce au concours des autres. C'est pourquoi, la leçon que mon pays a tiré de cette sombre histoire, est le devoir d'être lui-même solidaires avec les autres peuples qui souffrent.

9. D'aucuns s'étonnent de nous voir déployer des troupes en somalie, au Soudan, au Tchad, en République Centre Africaine et en Côte d'Ivoire. Nous avons compris que nous devons faire partie de cette communauté internationale qui peut soulager la misère des populations en détresse, comme nous l'étions hier. C'est un devoir dont nous voulons nous acquitter, une réciprocité que nous ne pouvons négliger.

10. Au niveau intérieur, le tissu social déchiré suite à la guerre se recoud à la satisfaction des Burundais et des observateurs étrangers qui ont vu le pays en pleine crise. La grande majorité de nos frères réfugiés dans les pays voisins sont déjà rentrés et les déplacés intérieurs leur ont emboîté le pas et sont favorablement accueillis par ceux qui sont restés sur les collines ; et cette phase de réconciliation sera couronnée par la mise en place de la Commission Vérité Réconciliation.

Excellences, Distingués invités,

11. Certes, la guerre est terminée au Burundi, mais les défis liés au développement sont encore énormes. C'est pourquoi, au cours de notre mandat, Nous avons pris des décisions courageuses de gratuité de soins de santé pour les enfants de moins de cinq ans et des mères qui accouchent dans les centres de

santé et hôpitaux publics, et la gratuité de l'enseignement à l'école primaire. Cela participe à faire savourer au peuple les dividendes de la paix.

12. Nous nous réjouissons que le peuple burundais ait fait siennes ces mesures en se construisant pendant les travaux communautaires plus de 2200 écoles et centres de santé avec le concours du gouvernement qui met à sa disposition seulement les matériaux de constructions difficile à acquérir comme le ciment, les tôles et les fers à béton. Et tout ce record sans aucune aide extérieure.

13. Vous aurez compris que le Burundi est vivable, viable et fiable. Nous nous attelons actuellement à tout mettre en œuvre pour que le climat d'affaires continue à être parmi les plus attrayants de la Communauté Est Africaine à laquelle nous appartenons. Nous invitons donc les hommes d'affaires Indiens à venir investir chez nous.

14. Nous ne saurions clore notre propos sans remercier encore une fois le Président de la fondation Internationale de l'Unité et ses collaborateurs qui ont pris le temps nécessaire d'analyser et décider de nous décerner ce prix de la paix, un prix qui honore Notre personne et tout le peuple burundais, et qui nous encourage à aller de l'avant dans notre noble tâche de réconcilier le peuple burundais avec lui-même. C'est une lourde tâche, certes, mais avec les burundais d'abord et l'aide de la communauté internationale, l'espoir est permis que nous viendrons à bout de notre détermination..

Que Dieu vous bénisse,

Merci pour votre aimable attention

MESSAGE A LA NATION DE SE LE PRESIDENT PIERRE NKURUNZIZA AU LENDEMAIN DE LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN DEBUT DE SON SECOND MANDAT DE CINQ ANS A LA TETE DU BURUNDI

2-09-2010

Mpitabakana Daniel

Burundaises, Burundais, Amis du Burundi,

1. Nous commençons par remercier le Dieu Tout Puissant qui nous a gardés et a guidé notre action durant les cinq ans que le Burundi vient de passer dans la concorde et la paix, gouverné par des Institutions démocratiquement élues. Qu'il soit loué dans toute sa grandeur, et qu'il reste à nos côtés tout au long de ce nouveau mandat de cinq ans pour lequel les Burundais ont replacé leur confiance en Nous.

2. Nous venons de prêter serment et nous avons publiquement accepté de conduire les destinées du pays. Nous remercions tous ceux qui se sont donnés corps et âme pour la bonne réussite du processus électoral. Nous citons ici la population qui a répondu à l'appel lui lancé, les candidats ayant participé à la compétition, les hommes et les femmes qui ont prié pour le pays, la commission Nationale Electorale Indépendante (CENI), l'Administration, les Corps de Défense et de Sécurité, et les journalistes. Vous avez très bien travaillé, et avez fait honneur à votre pays et à vous-mêmes.

3. Nous remercions les pays amis ainsi que les Organisations Internationales, tout particulièrement ceux qui nous ont prêté main forte en nous appuyant techniquement, financièrement ou moralement, ceux qui nous ont envoyé des formateurs ou des observateurs depuis les préparatifs des élections jusqu'au stade actuel. Chacun a communiqué ses constatations sur le déroulement de chaque scrutin pour tout le territoire national.

4. Nos remerciements s'adressent également à tous ceux qui se sont donnés, spécialement les médiateurs, pour le retour et la consolidation de la paix et de la sécurité dans notre pays. Nous remercions du fond de notre cœur les Pays de l'Initiative Régionale pour le processus de la paix au Burundi, car le résultat actuel reste tributaire de leur grande contribution.

Burundaises, Burundais, Amis du Burundi,

5. C'est la toute première fois dans l'histoire de notre pays que les Institutions issues des élections achèvent leur mandat. 6. L'étape à laquelle nous sommes aujourd'hui est un signe éloquent et rassurant qui montre que le peuple Burundais a fait un pas décisif et appréciable sur le chemin de la Démocratie, une démocratie fondée sur l'expression libre de la volonté du peuple et concrétisée par le respect du verdict des urnes.

7. Ce qui est important à comprendre, c'est que la victoire que nous avons remportée aux élections appartient à tous les Burundais, ceux qui ont voté pour nous et ceux qui n'ont pas voté pour nous. En effet, Nous avons été investi Président de toute la République du Burundi et de tous les Burundais, et les bonnes décisions que nous prendrons seront dans l'intérêt de tous les Burundais, sans discrimination aucune.

8. Nous remercions donc très vivement ceux qui ont voté pour Nous, tout en tranquillisant ceux qui ont porté leur choix ailleurs, car chacun a exprimé librement ses positions. Notre option politique est de travailler avec tout le monde - les membres des partis et les non alignés politiquement - pour le plein développement du Burundi et des Burundais. C'est pour cela que nous demandons même à ceux-là qui n'ont pas pu continuer la compétition jusqu'au bout de faire un sursaut de conscience : après les élections, la vie continue. Nous échangerons avec eux, nous leur demanderons conseil, car ce sont des citoyens et ils ont certainement un apport à donner. Seulement nous leur demandons de se rappeler d'où nous venons, où nous sommes, et où les Burundais veulent arriver.

9. Ainsi, nous voudrions attirer l'attention de la population pour qu'elle garde à l'esprit que l'action de voter pour Nous ou pour un autre s'est clôturée au 28 juin 2010. Ce qu'il faut dorénavant, c'est le respect des Institutions et leur contrôle leur action.

10. Certes, notre pays est petit en termes de superficie. Mais il est grand et riche en potentialités, car il peut nous faire vivre, et il y aura de la place pour chacun, les vainqueurs des élections et les non gagnants, l'essentiel étant le degré du patriotisme et l'engagement que chacun manifestera pour contribuer à son développement.

11. Nous promettons donc aux Burundais de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que notre pays ait un souffle nouveau de nature à impulser le développement et renforcer la démocratie si chèrement acquise. Ainsi, les Burundais pourront mieux jouir d'une plus grande liberté dans leur pays. Burundaises, Burundais, Amis du Burundi,

12. Les Burundais connaissent bien notre programme politique ainsi que notre projet de société pour ce mandat. C'est par ailleurs cela qui les a poussés à voter pour Nous. Nous réitérons donc notre engagement solennel de tout faire pour traduire en actes les promesses faites lors de la campagne électorale. Dieu aidant, nous le réaliserons, car notre détermination est de tenir à la parole donnée.

13. Nous tous Burundais avons besoin de paix, de sécurité, de confiance, d'épanouissement et de développement dans tous les domaines. Ensemble alors avec vous, et en union avec la Communauté Internationale, nous parviendrons à toutes ces aspirations.

14. En effet, la paix et la sécurité constituent le fondement de tout. C'est pourquoi nous allons continuer à les mettre au premier rang dans notre plan d'action, en luttant contre toute sorte de criminalité jusqu'à la victoire définitive. Mais pour y parvenir, nous sollicitons le concours de tout citoyen ainsi que tout homme résidant au Burundi.

15. Nous demandons à toutes les Institutions nationales de faire siennes les préoccupations pour la paix et la sécurité, afin que nous puissions poser d'autres jalons jusqu'à ce que tout Burundais se sente vraiment fils de cette nation.

16. Dans l'exécution de ce programme, nous allons appuyer les activités de formation civique, le recyclage et le perfectionnement des cadres et agents des divers secteurs de la vie nationale afin que cessent les attitudes que l'on a observées ces dernières années, où certains citoyens manifestaient des comportements comme si le Burundi n'était plus leur pays.

17. Nous condamnerons et combattrons avec la dernière énergie toute cause d'insécurité. Nous lutterons contre l'injustice, les détournements et les malversations économiques, la débauche, les violences faites aux femmes, les crimes de sang, et nous renforcerons la prévention du génocide. Les criminels et leurs complices seront sanctionnés sans complaisance.

Nous demandons à tous les d'être vigilants pour combattre l'ennemi d'où qu'il vienne, et il ne fera pas un pas sans être attrapé. A bon entendeur, salut.

Bien plus, nous devons veiller nuit et jour pour décourager et faire échouer ses mauvais plans à quiconque voudrait mener des attaques terroristes sur le Burundi et dans la Région.

18. Nous allons poursuivre le programme de désarmement de la population civile, tandis que les Corps de Défense et de Sécurité resteront ouverts à tous les Burundais qui le désirent. La Police Nationale et la Force de Défense Nationale seront dotées de matériel suffisant et leurs membres vont continuer à bénéficier d'une formation spécifique nécessaire à chaque mission en vue de mériter plus de confiance de la part des Burundais, des expatriés et de toute la Communauté Internationale.

19. Nous allons faciliter la tâche aux chefs de collines et de quartiers pour qu'ils échangent l'information avec l'Administration et les forces de l'Ordre et de Sécurité. Cela peut coûter cinq cent millions de nos francs (500 000 000), par an, mais nous gagnerions plus d'un milliard en décourageant le banditisme et en consolidant la paix.

Burundaises, Burundais, Amis du Burundi,

20. Nous allons nous atteler à aider les Burundais pour qu'ils comprennent que nous héritons ce pays de nos grands-pères et arrière-grands-pères, et qu'à notre tour nous allons le léguer à nos enfants, raison pour laquelle nous devons l'aimer et travailler à sa prospérité. Voilà le bon héritage.

21. Pour atteindre cet objectif, nous allons prendre appui sur le développement scientifique. Ainsi, nous allons maintenir la mesure prise en faveur de la gratuité de l'enseignement au primaire, multiplier les écoles jusqu'à ce que chaque colline ait au moins une école primaire, et Nous nous soucierons de l'équipement entier de ces dernières. Le règlement scolaire va être révisé pour que l'on ne parle plus des « Sans éducation » ou « mal éduqués ».

22. Les programmes de l'enseignement vont subir une réforme pour une meilleure adéquation des matières et des besoins du pays. Durant ces deux prochaines années, nous aurons une bonne prévision qui fera durer la scolarité au primaire jusqu'en 9ème, afin que les enfants terminent ce cycle avec des capacités physiques et intellectuelles de suivre l'enseignement des métiers et mieux affronter les difficultés de la vie. Nous voulons que l'enseignement des métiers ait une place importante dans notre pays, et qu'il s'étende à toutes les Communes. Les petits métiers, dont l'enseignement ne dure pas longtemps, et qui facilitent à plusieurs bénéficiaires l'obtention d'un emploi, tel est l'objectif.

23. La jeunesse recevra une formation relative aux valeurs humaines telles que la bravoure, l'intégrité, l'amour de la patrie. Les jeunes auront une place qui leur convient dans diverses institutions nationales. De même, les femmes seront bien représentées dans tous les secteurs de la vie nationale, en tenant compte de leurs compétences.

24. Autre chose à ne pas oublier, nous ne pouvons pas nous développer si les habitants de notre pays n'ont pas une bonne santé. Aussi, Nous allons poursuivre la mise en application des mesures déjà prise en ce qui concerne la gratuite des soins de santé pour les enfants ne dépassant pas 5 ans, pour les mères qui accouchent dans les hôpitaux et les centres de santé publics ; les consultations prénatales gratuites et l'octroi gratuit de certains médicaments anti-malaria vont se poursuivre.

Pour les autres citoyens, nous allons mettre en place un système d'accès facile aux soins de santé en vulgarisant la carte d'assurance maladie (CAM) connue sous le terme de « mutuelle », et elle sera distribuée dans toutes les Communes du pays.

25. Nous allons nous employer davantage à la réussite du programme de la sensibilisation de la population pour l'amélioration de l'alimentation et de la propreté en vue de privilégier la médecine préventive, et nous lutterons énergiquement contre le fléau du VIH/SIDA, sans oublier l'assistance aux personnes vivant avec cette maladie.

Burundaises, Burundais, Amis du Burundi,

26. Nous savons tous que la plupart des Burundais vivent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Le Gouvernement que Nous venons de former inscrira en priorité le développement de ce secteur, afin de lutter efficacement contre la faim et la pauvreté, premières ennemies du peuple burundais. Nous allons alors donner priorité aux cultures vivrières telles que la banane, le manioc, la pomme de terre et le riz, ainsi que les cultures industrielles du café et du thé.

27. Nous demandons donc à toute la population de rompre avec la paresse, de travailler sans relâche et de s'atteler à l'augmentation de la production. A l'Administration, aux forces de l'Ordre et de Sécurité, nous demandons de décourager la pratique devenue monnaie courante où les désœuvrés se rassemblent pour passer toute une journée sans rien faire (amarigara).

Quant à Nous, en tant que Chef de l'Etat, Nous allons peser de notre poids pour que les intras agricoles, l'engrais chimique, les produits phytosanitaires ainsi que les produits vétérinaires soient disponibles et parviennent en temps voulu aux usagers, et à des prix abordables.

28. Pour que les agriculteurs trouvent un marché d'écoulement de leurs produits, nous allons soutenir les projets en rapport avec la transformation, la conservation et la commercialisation des produits vivriers et laitiers.

29. Nous nous engageons aussi à soutenir substantiellement les Associations et les Groupements des agriculteurs et éleveurs en leur assurant une formation sur les techniques modernes en rapport avec leur métier, en leur fournissant certains matériels de base qui les aideraient à l'augmentation de la production et à la conservation de cette dernière.

30. Nous allons instaurer une législation qui favorise l'investissement, et aux opérateurs économiques, Nous demanderons en retour d'investir dans ce secteur. Ainsi nous verrons accroître dans notre pays le nombre des agriculteurs et éleveurs modernes. Nous allons approcher les Banques pour les convaincre de donner des crédits à un taux intéressant.

31. Nous demandons aux membres de l'Assemblée Nationale, du Sénat, du Gouvernement, aux premiers responsables dans les Institutions nationales et à tous ceux qui ont fait des études agronomiques ou vétérinaires d'aménageant des champs modèles et de pratiquer un élevage moderne dans leurs Provinces d'origine.

C'est de cette manière qu'ils pourront servir d'exemple au reste de la population, et ils pourront aider les autres en distribuant du bétail de race et des semences sélectionnées et très productives.

32. En ce qui concerne la pêche, nous allons poursuivre la sensibilisation pour que cette activité respecte les lois protégeant la biodiversité de nos lacs, et nous agirons pour que l'on pratique ici la pêche en profondeur. En plus la pisciculture et l'apiculture seront développées.

33. Nous poursuivrons les travaux de construction et de réhabilitation des routes macadamisées ainsi que les pistes rurales. Nous allons construire des bâtiments où travailleront les services de l'Etat, pour que cesse la pratique de location des bureaux car cela coûte trop cher, et sert quelques fois d'occasion aux larrons qui se livrent à la dilapidation et à la corruption.

Nous continuerons à développer les villes de l'intérieur du pays et initier d'autres petites villes. Nous mettrons un accent particulier sur la propreté et la salubrité de l'habitat dans le projet de distribuer l'eau et l'électricité à travers tout le pays, en privilégiant l'exploitation de l'énergie solaire.

34. Nous allons démarrer le programme d'appui aux populations qui ont accepté de s'installer en agglomérations (villages). A tous ceux qui auront terminé l'élévation des murs, Nous allons fournir des tôles pour la couverture. Nous allons fixer un nombre donné de communes qui seront servies chaque année, déterminer l'emplacement précis des villages, ainsi que le nombre de personnes à appuyer.

Nous demandons à ceux qui ont des moyens de rejoindre ce du Gouvernement. De cette manière, nous pourrions augmenter la superficie des terres arables, et les autres programmes de développement du pays en seront facilités.

Nous commençons ce projet en 2011 de manière à ce que nous ayons atteint, dans tout le pays, au minimum cent villages (100) d'ici cinq ans.

Burundaises, Burundais, Amis du Burundi,

35. La Bonne Gouvernance à laquelle les Burundais aspirent est celle qui leur apporte le développement. C'est pour cela que Nous allons poursuivre la politique de décentralisation, et nous doterons les Communes d'un personnel compétent dans divers domaines afin de mettre à exécution les programmes de développement convenus avec la population.

36. Nous allons nous occuper avec plus d'ardeur du développement communal à travers les travaux communautaires, et les prix annuels vont être donnés aux plus performants. Le programme du Gouvernement et les amis du Burundi vont subvenir à cela.

37. Nous allons porter une attention toute spéciale à la surveillance du trésor public. Pour cela, des sanctions sévères seront données aux gens reconnus coupables de dilapidation, de détournement, de corruption, de malversations économiques, et d'autres infractions connexes. Nous voulons qu'un rapport y relatif soit établi tous les six mois.

Ceux qui, au terme de la loi, doivent faire la déclaration des biens devant la Cour Suprême, ils la feront à leur entrée en fonction et à la fin, et des modalités pratiques seront établies pour les contrôler chaque fois qu'il en est de besoin.

38. Nous demandons à toutes les instances de faire respecter cette orientation de veiller sur les biens de l'Etat, et de ne pas céder au « sentimentalisme » lorsqu'il s'agit de mener ce combat. Nous devons absolument changer cet état de chose, avec ce mot d'ordre : « Tolérance zéro ! »

Des lois seront révisées, d'autres édictées, pour éviter de nous heurter à des obstacles d'ordre juridique dans cette lutte. Nous devons changer nous-mêmes et changer les choses, bon gré, mal gré.

39. Un document sera élaboré et remis pour signature à quiconque a été nommé par Décret Présidentiel. Chacun s'engagera à la lutter contre les détournements, les malversations économiques, la paresse, la corruption, la lenteur dans le traitement des dossiers ou leur classement sans suite, et un rapport périodique sera produit. Cela permettra une appréciation juste et équitable des prestations, pour reconduire ou remplacer les gens dans leurs fonctions sans tarder, les remplacer par les plus capables qui auront accepté de changer eux-mêmes et de transformer les autres.

40. La couverture de tel ou tel coupable sous quelque prétexte que ce soit doit cesser. La position sociale, le parti politique, la Province d'origine, la crainte de coller une connotation politique à votre action, rien ne doit vous faire reculer.

Nous vous exhortons à œuvrer pour un véritable changement, pour que chacun trouve son honneur dans le mérite de gagner honnêtement sa vie. Que ce qui est dit ici ne soit pas compris comme un simple slogan, vous nous jugerez à nos actes.

Notre pays arrivera au développement par la force de ceux qui acceptent de se convertir et de changer les choses, bref, ceux qui font le bien, dynamiques, laborieux, qui ont compris le don de soi.

41. On s'étonnera, on parlera, mais cela n'est rien, car le plus important aura été sauvé : le peuple sera très content de voir que son trésor est bien gardé et qu ses biens sont recouverts. Un homme averti en vaut deux.

42. Nous demandons à tout le peuple burundais de coopérer dans cette lutte en dénonçant les réputés défaillants. Aux journalistes, aux membres des différentes Associations, nous demandons de nous aider, mais vous devrez agir prudemment pour ne pas gêner ou désorienter les enquêtes.

Aux premiers concernés par ce combat, nous demandons de ne pas tergiverser. Il faut prévoir une façon de récompenser ceux qui auront aidé, protéger les sources d'information, et mettre en place une caisse pour éviter des dépenses à charge des informateurs.

Que personne ne se prenne pour un observateur en disant : « Nous allons voir s'il y parviendra ». De grâce, cette lutte doit être menée par tout le monde et non le Chef de l'Etat tout seul.

Néanmoins nous mettons en garde quiconque portera des accusations contre un innocent. Ceux qui vendent le mensonge et ceux qui se livrent aux montages seront punis sans scrupule, conformément à la loi.

43. Prédicateurs et gens d'Eglises, continuez à enseigner aux fidèles le respect des biens d'autrui, et continuez à orienter les âmes dont vous avez la charge vers la perfection à laquelle Dieu nous appelle tous. Ce sera là une contribution très importante dans ce combat.

44. Dans la nouvelle orientation, tous les responsables et chefs de service devront montreront leur plan d'action chaque année, et une évaluation à mi-parcours sera faite tous les six mois dans une présentation publique des réalisations.

Même pour les élus du peuple, Nous allons voir comment l'électorat pourra exiger et obtenir un rapport d'activité avant la fin du mandat.

45. On récolte ce que l'on a semé. Ainsi, dans les cours de formation civique, que ce soit au Primaire, au Secondaire ou au Supérieur (même à l'Université), on inscrira au programme l'enseignement des valeurs humaines et le respect des citoyens et du bien commun. Nous aurons ainsi préparé un bon avenir pour notre pays, car les enfants grandiront avec cette idée en tête qu'il est interdit de mal gérer, de dilapider ou d'exiger des pots de vin pour les services.

46. Nous allons accélérer l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication dans divers domaines, et plusieurs services seront équipés en ordinateurs pour l'informatisation des données en matière des finances.

47. Que ceux qui vont être nommés à des fonctions bientôt et ceux qui étaient en activité le comprennent donc bien. A partir du mois de janvier 2011, chacun va compter ses six mois. Celui qui aura bien travaillé pourra continuer, celui qui n'aura pas satisfait sera remplacé. Un homme averti en vaut deux.

48. Nous invitons donc tout le monde à rester vigilant. Les chefs de service et les agents doivent rester au travail et accomplir chacun sa tâche, car si les caisses de l'Etat connaissent une amélioration, il sera facile de mettre en exécution le projet qui nous tient tant à cœur de réduire les écarts salariaux actuels e procéder à l'harmonisation des salaires.

49. Nous poursuivrons le programme de privatisation de certaines Sociétés et Entreprises de l'Etat, mais nous veillerons à ce que le pays et la population ne subissent pas des pertes à cause de cela.

Burundaises, Burundais, Amis du Burundi,

50. Dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale et de la cohabitation pacifique entre les Burundais, nous allons diligemment mener une campagne pour la vérité et la réconciliation afin d'avoir toute la lumière sur les vicissitudes qui ont marqué notre histoire depuis l'Indépendance de notre pays jusqu'à ce jour, en mettant l'accent sur la justice transitionnelle.

51. Nous allons faire plus attention aux questions des droits de l'homme et de libertés fondamentales. Nous souhaitons une justice indépendante, celle qui fonctionne sans aucune pression, une justice qui n'a pour maître que la loi. Mais Nous devons comprendre que l'indépendance de la justice ne signifie nullement la non collaboration avec le Gouvernement ou les Force de l'Ordre, puisque la justice véritable est celle qui aide dans la consolidation de l'unité, de la paix, de la sécurité et du développement. Tout cela fait partie du cahier de charge du Chef de l'Etat, conformément à la Constitution.

52. Nous demandons aux Magistrats de trancher les différends sans trop tarder, et surtout de faire des procès équitables. Qu'ils abandonnent l'habitude d'être prompts à envoyer en prison des accusés pour lesquels les fautes sont visiblement légères.

53. Nous nous occuperons davantage des droits des sans secours, spécialement les vulnérables et les indigents, les orphelins, les veuves, les vieux et les infirmes ; nous poursuivrons l'œuvre de trouver des solutions justes et durables aux conflits ayant pour origine les terres. Les Organisations qui ont pris cette même ligne auront notre soutien.

54. Nous allons continuer à sensibiliser et à aider nos compatriotes réfugiés et déplacés afin qu'ils reviennent dans leurs propriétés ; que le Burundi ne soit pas pour eux une terre étrangère alors qu'il est leur mère patrie.

55. S'agissant de la culture, du sport et de la jeunesse, nous allons impulser un souffle nouveau afin que le Burundi retrouve son honneur et sa place d'antan. Nous allons faire aimer les activités sportives à nos populations afin qu'on ait une bonne santé, qu'on reste unis et qu'on s'entraident dans les projets de développement.

Il sera également organisé des concours entre les groupes de danse folklorique et entre les groupes de manifestations culturelles au niveau collinaire. Les thèmes choisis seront en rapport avec la mobilisation de la population autour des programmes de tel ou tel Ministère, ou bien autour des questions d'ordre national, ainsi nous consoliderons la culture de nos ancêtres, qui va constituer la base d'une bonne éducation et d'un développement vraiment digne d'un Burundais fier de lui-même.

56. Nous continuerons à renforcer les bonnes relations d'amitié et de coopération que nous entretenons avec les autres Etats en mettant en application les Accords déjà signés et en respectant nos Conventions, mais également en consolidant les ensembles régionaux et sous-régionaux auxquelles nous appartenons.

C'est dans ce cadre que nous allons tout faire pour lever les obstacles constatés dans le secteur économique, pour encourager les opérateurs économiques à investir, qu'ils ne travaillent pas à perte, et que notre entrée dans la Communauté Est Africaine puisse être profitable aux Burundais.

Nous saisissons cette occasion pour rappeler aux opérateurs économiques Burundais de se regrouper en Associations, d'augmenter les heures de travail, pour qu'ainsi ils deviennent compétitifs dans la Région et dans le monde.

57. Dans ce secteur même, nous allons rester vigilant pour décourager ceux qui seraient tentés à faire de la spéculation en augmentant unilatéralement les prix des marchandises, dans le transport, dans la location des maisons sans tenir compte du pouvoir d'achat de la population et sans raisons visibles.

Burundaises, Burundais, Amis du Burundi,

58. La protection de l'environnement bénéficiera d'une attention toute spéciale pour conserver une terre productive, garder de l'eau en quantité suffisante, sauvegarder la couche d'ozone, et ainsi diminuer les maladies des yeux, de mauvaise respiration, de maux de tête, etc. On essaiera de trouver des

mécanismes de protection des forêts naturelles et des boisements par la population elle-même, et les avantages seront remarquables.

59. Nous nous intéresserons davantage au secteur minier, pour que les richesses du sous-sol de notre pays contribuent efficacement au développement de la population.

C'est pourquoi nous allons suivre de près les Sociétés qui ont obtenu l'autorisation de faire la prospection des minerais ou ont reçu le permis d'exploitation. Nous allons soutenir les ouvriers qui pratiquent une extraction artisanale des pierres précieuses en se conformant à la réglementation. Etant donné que l'extraction des minerais exige beaucoup d'énergie électrique, nous allons augmenter l'électricité.

Mais entre temps, essayons de bien gérer ce que nous avons. Il est connu de tous que pour le développement, l'énergie joue un rôle prépondérant. Voilà pourquoi Nous accorderons une place de choix à ce secteur.

60. Nous allons développer le secteur du tourisme en vue d'attirer beaucoup de voyageurs et ainsi obtenir des devises. Nous entretiendrons bien les sites touristiques qui embellissent notre pays.

61. Nous mettrons à exécution bien d'autres programmes, surtout ceux dont les études sont fort avancées. Tel est le cas de la construction d'un aéroport international à Bugendana, le chemin de fer ISAKA-BUJUMBURA, le pipe-line à partir d'Eldoret et les câbles sous-marins pour la conduite ultra moderne des informations, etc.

62. Nous demandons aux Membres du Gouvernement et aux décideurs du secteur privé d'inscrire à leur programme la création de nouveaux emplois, et aux Burundais, spécialement les jeunes, de ne pas négliger ou mépriser tel ou tel travail.

63. Mais nous voudrions porter à l'attention de tous les Burundais que tous nos efforts resteraient vains si nous ne parvenons pas à maîtriser la problématique de la montée démographique. C'est ici une question pour laquelle nous allons inviter tout le monde à s'exprimer en vue d'une plus grande prise de conscience, car une augmentation de la population qui ne tient pas compte de la situation économique du pays peut empêcher au Gouvernement de réaliser ses programmes, spécialement ceux liés à l'éducation, aux soins de santé des enfants, ou à la politique du logement. Bien plus, cela peut être à la base de l'insécurité dans les familles ou dans tout le pays.

64. Nous avons résolument pris l'option d'effectuer des descentes régulières et fréquentes sur terrain pour rencontrer la population sur les lieux de travail, échanger avec tous et chacun, travailler avec eux pour nous soutenir mutuellement. Nous demandons à toutes les Institutions du pays de faire de même.

Les travaux communautaires seront renforcés davantage, car c'est une des voies conduisant au développement et à la réconciliation.

65. Tout cela, nous le devons au courage, à la perspicacité et à l'esprit de construire qui a toujours caractérisé le peuple burundais. Nous demandons à la Communauté Internationale de continuer à nous appuyer.

Burundaises, Burundais, Amis du Burundi,

66. En résumé, nous invitons les Burundais à opérer un changement en eux et autour d'eux, mettre de côté tout ce qui, dans notre culture et dans nos agissements, pourrait constituer un frein à notre développement.

Nous saisissons cette occasion de demander à chaque citoyen de se fixer un objectif à atteindre en matière de développement durant ces cinq prochaines années, que ce soit à titre personnelle, que ce soit au niveau familial, car le développement de chacun, le développement de chaque famille, c'est cela qui amène le développement de tout le pays.

Nous sommes invités donc à nous changer nous-mêmes, à changer nos familles, jusqu'à changer tout notre pays. Nous allons nous émerveiller, et le monde sera frappé d'admiration pour nous à cause de ce que nous aurons pu réaliser. Cessons donc de vivre au jour le jour.

67. Les membres des Associations de la société civile, nous leur demandons de montrer réellement qu'ils ne poursuivent pas des intérêts politiques, mais qu'ils cherchent le bien-être de la population. En ce qui nous concerne, le Gouvernement aura recours à leurs conseils à bien des occasions, cependant nous leur demandons également de ne pas être avares en contributions. Qu'ils veillent seulement à respecter les procédures, et qu'ils comprennent que la vérité n'est pas uniquement chez eux.

Nous devons saisir que nous sommes tous complémentaires, que nous avons des points forts et des points faibles, comme ça nous avons besoins les uns des autres.

68. Les journalistes continueront à jouir de leurs droits et libertés. Ils ont fait honneur à eux-mêmes au moment de la campagne électorale en travaillant en synergie. Nous leur demandons d'adopter cette façon de faire sur d'autres dossiers importants du pays. Nous souhaitons travailler avec eux, mais cela ne signifie pas que nous refusons leurs avis. Ce qu'ils devraient prendre pour souci majeur, c'est de se rappeler d'où le Burundi vient et où il en arrive aujourd'hui, dire la vérité, et rien que la vérité, éviter de se solidariser dans les erreurs et se donner conseil mutuellement.

En ce qui nous concerne, nous ferons tout ce que nous autorise la loi et dans les limites de nos moyens pour que ce métier soit prospère, et que les Burundais deviennent des professionnels attirés. Conformez-vous sans cesse à la déontologie et à l'éthique de votre profession.

69. Ces bons projets que nous avons pour le peuple burundais ne seront pas exécutés en même temps, car ça demande beaucoup de moyens, beaucoup de techniques, beaucoup de techniciens. Mais notre volonté est, à la fin de ces 5 ans de notre Législature, être témoins d'une véritable ascension de notre pays et de tous les Burundais dans divers domaines.

Nous le constaterons à travers les discours, le comportement, les prestations au service, les relations sociales, et la bonne renommée sur l'échiquier international tel que contenu dans notre Hymne nationale qui dit : « Reçois les applaudissements des nations, Entends la clameur joyeuse de tes enfants, et que son écho se répande jusqu'au-delà de tes frontières ». Nous aurons voué à notre nation nos forces, notre cœur, et notre vie,

70. Pour terminer, nous voudrions réitérer nos remerciements à vous tous qui avez tout fait pour que le Burundi parvienne au stade actuel. Nous appelons tous les Burundais à travailler sans relâche pour le maintien de la paix et de la sécurité, de rester solidaires et unis. Gardez vivant en vous l'attachement à ce pays, et consolidez les acquis de notre démocratie.

Nous vous souhaitons à l'avance de bonnes élections des Chefs de collines et de quartiers. Nous implorons Dieu pour qu'il augmente notre intelligence, le cœur et la volonté de construire et solidifier ce pays que sa bonté nous a donné.

Que Dieu continue à combler de ses dons le Burundi, les Burundais et ceux qui vivent au Burundi,